



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 27 février–2 mars 2023

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 27 janvier 2023	WFP/EB.1/2023/6-A/3
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Libye (2023–2025)

Durée	Mars 2023–décembre 2025
Coût total pour le PAM	129 938 452 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

La Libye a connu un conflit prolongé, qui a fait des victimes parmi les civils et entraîné des déplacements massifs de populations ainsi que la destruction d'infrastructures essentielles. Cette situation, aggravée par les répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus 2019, a provoqué un recul de l'activité économique en 2020, ce dont ont souffert les populations vulnérables en Libye qui, pour la plupart, ont perdu leurs moyens d'existence à la suite des chocs économiques et sont maintenant exposées à une insécurité alimentaire persistante. D'après le plan d'aide humanitaire 2022, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance a diminué, passant de 1,5 million en 2021 à 803 000 en 2022. Le pays demeure toutefois en proie à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, à la pauvreté multidimensionnelle, aux inégalités de revenus, à une faible production agricole et aux changements climatiques.

Selon l'analyse commune de pays, la proportion de Libyens en situation de pauvreté multidimensionnelle a augmenté au cours des dix dernières années et les systèmes de protection sociale demeurent en grande partie incapables de venir en aide aux personnes les plus démunies.

Les difficultés et les risques sont certes multiples et sérieux, mais il existe également de nombreuses possibilités pour les parties prenantes nationales et internationales de travailler en partenariat, afin de surmonter les obstacles qui empêchent la Libye de progresser sur la voie d'un développement inclusif, durable et pacifique.

Coordonnatrices responsables:

Mme C. Fleischer
Directrice régionale
Moyen-Orient, Afrique du Nord et Europe orientale
courriel: corinne.fleischer@wfp.org

Mme M. Al-Ghribawy
Directrice de pays
courriel: maysaa.alghribawy@wfp.org

Dans le cadre du présent plan stratégique de pays pour 2023–2025, le PAM répondra directement aux besoins des ménages et des communautés les plus vulnérables et les plus touchés par le conflit, en fournissant une assistance alimentaire d'urgence ciblée et en facilitant l'accès à des possibilités de subsistance durables; parallèlement, il collaborera avec le Gouvernement en vue de renforcer les systèmes nationaux qui permettent de répondre aux besoins essentiels, alimentaires ou autres, des populations vulnérables en Libye, ce qui contribuera à la stabilité et à la paix. Ce faisant, le PAM vise à préparer le terrain en vue de réduire à l'avenir la fourniture d'une assistance directe, l'accent étant davantage mis sur les systèmes alimentaires et sur le renforcement progressif de la résilience des personnes et des institutions.

Conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2023–2025 et au plan d'aide humanitaire 2022, le plan stratégique de pays contribue à la réalisation des objectifs de développement durable 2, 4, 5 et 17 à la faveur des quatre effets directs suivants:

- Les populations touchées par une crise en Libye sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels tout au long de l'année.
- D'ici à 2025, la résilience et la stabilité des communautés vulnérables en Libye s'améliorent.
- D'ici à 2025, les institutions nationales en Libye disposent de capacités renforcées pour parvenir jusqu'aux populations vulnérables et leur venir en aide.
- Les partenaires de l'action humanitaire et du développement disposent de capacités renforcées pour venir en aide aux populations vulnérables en Libye avant, pendant et après la survenue de crises.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Libye (2023-2025) (WFP/EB.1/2023/6-A/3), pour un coût total pour le PAM de 129 938 452 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Plus de dix ans après le printemps arabe de 2011 et la guerre civile qui a suivi en Libye, des années d'instabilité politique et les conséquences économiques de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) font que le pays se trouve dans une situation fragile de transition vers la paix et la stabilité. En octobre 2020, un cessez-le-feu a mis fin à la violence et ouvert la voie à la formation en mars 2021 d'un gouvernement d'unité nationale visant à unifier les diverses factions politiques. Malgré ce succès historique, les principaux problèmes n'ont pas été résolus, ce qui empêche la Libye d'avancer sur la voie de l'élaboration d'une nouvelle constitution ou d'organiser des élections libres et ouvertes. La crise prolongée et le manque de transparence¹ ont entraîné une crise des liquidités et une dévaluation de la monnaie, ce qui a mis à mal les filets de protection sociale et nui aux progrès accomplis précédemment dans la réduction de la malnutrition².
2. La Libye est classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, mais elle occupe le 156^e rang sur 163 pays selon l'indice mondial de la paix (2022)³ et le 104^e rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain pour 2021/2022⁴. Alors qu'elle se situait déjà au bas de l'échelle sur le plan de l'égalité femmes-hommes avant le conflit, elle est passée du 41^e rang sur 162 pays selon l'indice d'inégalité de genre en 2018 au 61^e rang en 2021⁵.
3. La Libye est l'un des principaux pays exportateurs de pétrole du monde; la part du secteur pétrolier dans le produit intérieur brut (PIB) est de 75 pour cent⁶ et, si la production et les exportations sont maintenues, la Libye pourrait tirer profit de l'envolée des cours mondiaux du pétrole, ce qui pourrait entraîner une augmentation des recettes budgétaires, un afflux de monnaies fortes et un excédent commercial. Pour que ces fonds soient dépensés de manière efficace et servent à reconstruire l'économie et les infrastructures et à venir en aide aux ménages et aux communautés les plus vulnérables, il faut déployer des efforts importants pour rétablir des systèmes publics qui amélioreront la transparence. Les répercussions du conflit, conjuguées à la pandémie de COVID-19, ont posé des problèmes à la Libye, tout comme les réductions des exportations de pétrole enregistrées depuis avril 2022.
4. Dans le plan d'aide humanitaire 2022⁷, 803 000 personnes sont considérées comme ayant besoin d'une assistance humanitaire en Libye, et 400 000 personnes parmi les plus démunies sont ciblées (22 pour cent de femmes, 35 pour cent d'hommes, 20 pour cent de filles et 23 pour cent de garçons), parmi lesquelles 15 pour cent seraient handicapées (60 pour cent d'hommes et 40 pour cent de femmes). Parmi les personnes ciblées, on compte 120 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, 29 000 personnes retournant chez elles, 118 000 personnes non déplacées, 88 000 migrants et 44 000 autres personnes dans une situation difficile analogue.

¹ Bureau d'audit libyen. 2021. *Annual report of the Libyan Court of Audit 2021* (en arabe).

² Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. *Common country analysis*.

³ Institute for Economics and Peace. 2022. *Global Peace Index 2022 – Measuring peace in a complex world*.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement. 2022. *Rapport sur le développement humain 2021/2022 – Temps incertains, vies bouleversées: façonner notre avenir dans un monde en mutation*.

⁵ Ibid.

⁶ Banque centrale de Libye. Données de 2020.

⁷ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2022. Page Web sur le [plan d'aide humanitaire pour la Libye \(juin 2022\)](#) (en anglais). (D'après le projet de document offrant un aperçu des besoins humanitaires en Libye en 2023, le nombre de personnes démunies devrait encore diminuer, pour passer à 328 560 en 2023).

5. La Libye est une importante plaque tournante où transitent des demandeurs d'asile, des migrants fuyant les conflits et les difficultés économiques qui sévissent en Afrique et au Moyen-Orient et d'autres personnes dans une situation difficile analogue⁸. Ces groupes de population restent extrêmement exposés aux risques en matière de protection et n'ont pas accès au logement ni aux services de base essentiels⁹. Le nombre de migrants a fortement augmenté depuis juin 2022, en raison probablement de la dégradation de la situation politique et économique, des taux d'inflation élevés, de l'accroissement de l'insécurité alimentaire et de la hausse des prix des denrées alimentaires, qui ont encore accentué l'instabilité en Libye et dans les pays voisins¹⁰.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

6. En raison en grande partie du conflit et du déclin économique qui ont sévi pendant dix ans, les progrès initiaux vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) n'ont pas été poursuivis et la Libye n'a enregistré que de piètres avancées en ce qui concerne les ODD 6, 8 et 15¹¹. Les progrès sur la voie de la réalisation de l'ODD 2 ont nettement ralenti en raison de l'aggravation de la malnutrition et du recul de la production céréalière dans le sud du pays. Faute de données et de renseignements propres aux ODD détaillés, fiables et actualisés, il est difficile d'évaluer les progrès accomplis au regard des cibles fixées à l'échelle mondiale¹².

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

7. *Accès à l'alimentation.* En Libye, l'accès à l'alimentation est en grande partie déterminé par la situation socioéconomique des ménages. Selon l'évaluation multisectorielle des besoins menée en 2021, les besoins alimentaires de 13 pour cent des ménages n'étaient probablement pas entièrement satisfaits¹³. En Libye, la proportion de personnes vulnérables face à l'insécurité alimentaire modérée ou grave, aux chocs et aux autres perturbations, ou exposées à ces risques, est passée de 29 pour cent en 2015 à 38 pour cent en 2019, et 46 pour cent des migrants, 22 pour cent des personnes déplacées ou retournant chez elles et 17 pour cent des personnes dans une situation difficile analogue sont touchés¹⁴. D'après l'évaluation menée dans le cadre de l'initiative "Migration pulse" (2021), l'insécurité et l'absence de possibilités d'emploi pour les migrants et les personnes déplacées ont contraint nombre d'entre eux à avoir recours à des emplois journaliers occasionnels ou informels comme principaux moyens d'existence. En Libye, les taux de chômage dépassent les 20 pour cent et atteignent presque 27 pour cent chez les femmes et 51 pour cent chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans (74 pour cent de femmes et 41 pour cent d'hommes)¹⁵. Les deux tiers des personnes déplacées ont indiqué avoir récemment perdu leur source de revenus ou subi une diminution de leurs revenus¹⁶. Cette situation a

⁸ Mixed Migration Centre. 2019. *What makes refugees and migrants vulnerable to detention in Libya? A microlevel study of the determinants of detention.*

⁹ Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. *United Nations Sustainable Development Cooperation Framework – Libya 2023-2025.*

¹⁰ Organisation internationale pour les migrations. 2022. *Libya - IDP and returnee report. Key findings – Round 41 – February–April 2022.*

¹¹ Sachs, J.D., Lafortune, G., Kroll, C., Fuller, G., et Woelm, F. 2022. *Sustainable Development Report 2022 – From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond.*

¹² Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. *Common country analysis.*

¹³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. *Libya – 2021 Multi-Sector Needs Assessment: Libyan Population.*

¹⁴ Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. *Common country analysis.*

¹⁵ Organisation internationale du Travail. Base de données ILOSTAT, données de juin 2022.

¹⁶ Selon une évaluation réalisée entre le 1^{er} et le 30 juillet 2021. PAM 2021. *Migration Pulse IV: Assessing and monitoring the impact of COVID-19 on food security and livelihoods of migrant groups and Libyans.*

conduit à adopter des stratégies de survie préjudiciables, comme le fait de consommer au maximum un repas par jour.

8. D'après l'analyse commune de pays de 2022, les restrictions liées à la COVID-19 et la situation précaire sur le plan de la sécurité constituent des facteurs d'insécurité alimentaire apparus récemment, qui ont conduit à l'adoption de mécanismes de survie préjudiciables, parmi lesquels la consommation d'aliments moins coûteux et de plus petites portions ainsi que l'abandon des activités agricoles. Près de 60 pour cent des femmes ont réduit le nombre de leurs repas et 42 pour cent des ménages ont été contraints de diminuer le nombre de repas de la famille ou de consommer des aliments de piètre qualité¹⁷.
9. *Élimination de la malnutrition.* D'après les constatations préliminaires issues de l'enquête nutritionnelle de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) menée en 2022 par le Bureau des statistiques et du recensement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le PAM, 7,2 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent d'un retard de croissance et 3,8 pour cent d'émaciation, l'émaciation atteignant 6,1 pour cent dans la région du Sud, ce qui correspond à la phase d'alerte du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour la malnutrition aiguë. Selon l'enquête, 100 800 enfants âgés de 6 à 59 mois et 60 000 femmes enceintes ou allaitantes souffrent de malnutrition aiguë; parmi ces enfants, 31 800 souffrent probablement de malnutrition sévère et 70 000 de malnutrition aiguë modérée. Il ressort par ailleurs de l'enquête que la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est un autre problème de santé publique, en particulier s'agissant des femmes enceintes ou allaitantes, pour lesquelles ce taux dépasse 40 pour cent dans quatre régions. D'après les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition menée en 2021, seuls 14 pour cent pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois recevaient un apport alimentaire minimal acceptable, et l'alimentation de 60 pour cent des femmes en âge de procréer interrogées était insuffisamment diversifiée¹⁸.
10. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Malgré la faible contribution de l'agriculture au PIB total, 22 pour cent des Libyens exerçaient des activités agricoles en 2018. Selon l'évaluation multisectorielle des besoins menée en 2022, ce pourcentage a diminué depuis: seuls 8 pour cent des ménages exercent actuellement une quelconque activité agricole et 38 pour cent d'entre eux déclarent avoir réduit ces activités¹⁹. Il est urgent de rétablir et de renforcer la production animale et végétale ainsi que les mécanismes de survie fondés sur les moyens d'existence, afin de développer la résilience et les moyens d'existence des communautés agricoles²⁰, et les moyens d'existence en général. L'accès aux terres agricoles, à l'eau et à l'irrigation a été difficile en raison du conflit, de la pandémie de COVID-19 et des changements climatiques. Les ménages d'agriculteurs ont déclaré qu'ils consacraient jusqu'à 75 pour cent de leurs revenus à l'alimentation, ce qui met en évidence la vulnérabilité des personnes qui travaillent dans le secteur agricole face à l'insécurité alimentaire²¹.

¹⁷ Statista. [Taux de chômage en Libye de 2012 à 2023, par sexe.](#)

¹⁸ PAM. 2021. [Food Security and Nutrition Assessment \(Round 5\) – WFP Libya.](#)

¹⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2022. [Libya – 2021 Multi-Sector Needs Assessment Libyan Population.](#)

²⁰ Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. [Common country analysis.](#)

²¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2022. Page Web sur le [plan d'aide humanitaire pour la Libye \(juin 2022\)](#) (en anglais).

11. *Systèmes alimentaires durables.* La Libye est fortement tributaire des importations alimentaires et dépend de l'Ukraine et de la Fédération de Russie à hauteur de plus de 60 pour cent de ses importations de blé. Le conflit qui a récemment éclaté en Ukraine a entraîné une envolée des cours mondiaux des céréales et de l'énergie, ce qui s'est traduit par une augmentation des coûts et un allongement des délais pour les importations de marchandises en Libye et a aggravé la situation, compte tenu de la dépendance de la Libye à l'égard des importations²². Le pays est maintenant confronté à des ruptures d'approvisionnement, notamment en blé et autres céréales, et le prix de la farine de blé a augmenté de 23 pour cent depuis le début du conflit en Ukraine²³. Entre décembre 2019 et avril 2022, le coût de la farine de blé a augmenté de 81 pour cent et celui de l'huile végétale de 153 pour cent²⁴.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

12. Du fait des divisions politiques actuelles, la Libye n'a pas établi de plan national de développement depuis 2011²⁵, ce qui a rendu la planification difficile et empêché les partenaires de développement de s'aligner sur les priorités nationales et de les soutenir.
13. *Renforcement des capacités.* La capacité nationale de faire face à la multitude de difficultés rencontrées par la Libye a été gravement compromise par le conflit et les divisions politiques. Il sera essentiel pour le relèvement de la Libye de donner la priorité à l'appui à apporter à la population et au renforcement des capacités des institutions publiques.
14. D'après l'analyse réalisée conjointement par le PAM et la Banque mondiale²⁶, le système de protection sociale de la Libye n'est guère en mesure de venir en aide aux ménages et aux communautés vulnérables dont les besoins s'accroissent pourtant. Cette analyse a mis en évidence trois lacunes importantes: le manque de données, d'éléments factuels, d'analyses et de normes dans des domaines clés; l'insuffisance des capacités institutionnelles et de la couverture des programmes; et l'éparpillement des principaux acteurs du secteur de la protection sociale. Les homologues gouvernementaux reconnaissent qu'il est nécessaire de reconstruire le système de protection sociale et ils ont sollicité l'assistance technique des partenaires de l'action humanitaire et du développement, dont le PAM.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

15. Le fait que la Libye ne dispose pas de données actualisées et fiables, qui permettraient au Gouvernement et aux partenaires d'évaluer les progrès accomplis au regard des cibles fixées à l'échelle mondiale, entrave les efforts de planification et de redressement.
16. Avant 2011, la Libye consacrait 4,4 pour cent de son PIB à son système de protection sociale, ce qui permettait au Gouvernement de faire face aux chocs, essentiellement en accordant des subventions en faveur de l'énergie et des transferts monétaires aux membres vulnérables de la population. Au cours des dix dernières années, les niveaux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité en général ont augmenté, ce qui a contraint le Gouvernement à prendre des mesures de grande ampleur, auxquelles les partenaires ont dû apporter leur appui²⁷. La couverture des systèmes de protection sociale est particulièrement limitée parmi les personnes déplacées (14 pour cent) et celles retournant chez elles (22 pour cent)²⁸. En tant que signataire de la Déclaration du Forum ministériel de

²² Libya/Subregional: Impacts of the Ukraine crisis. June 2022 (document interne).

²³ PAM. 2022. *Implications of the Conflict in Ukraine on Food Access and Availability in the East Africa Region – Update # 3*.

²⁴ Équipe de pays des Nations Unies. 2022. Libya-Ukraine crisis impact analysis. Juin 2022 (document interne).

²⁵ Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. *Common country analysis*.

²⁶ PAM et Banque mondiale. Social Protection Report. (À paraître en 2022.)

²⁷ Libya at a Crossroad. 2022 (document interne).

²⁸ Ibid.

la région arabe de novembre 2021, la Libye s'est toutefois engagée clairement en faveur de la protection sociale. En 2021, le Conseil national de développement économique et social a approuvé une feuille de route en vue de l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale, ce qui témoigne de la reconnaissance manifeste par ce Conseil des avantages que pourrait apporter un système de protection sociale renforcé et réactif en cas de choc, comprenant notamment un programme national d'alimentation scolaire.

17. Même si l'accès à l'éducation est gratuit en Libye, les taux de scolarisation et d'assiduité dans les écoles primaires et secondaires (premier cycle) ont diminué depuis le début du conflit; en 2021, 17 pour cent des familles interrogées ont déclaré qu'au moins un de leurs enfants d'âge scolaire n'était pas inscrit ou n'allait pas à l'école²⁹. Les services en matière d'éducation, de santé, de nutrition, ainsi que d'eau, d'assainissement et d'hygiène se sont aussi particulièrement dégradés, ce qui fait craindre des conséquences à long terme préjudiciables pour le bien-être des enfants et pour leur aptitude à s'épanouir pleinement.
18. La Libye est l'un des pays du monde où l'eau est la plus rare: on estime que les ressources du pays en eau douce pourraient être épuisées au cours des dix ou vingt prochaines années en raison de la surexploitation, du mauvais état des infrastructures et des pratiques non durables de gestion de l'eau, y compris pour la production agricole. D'après l'étude globale des moyens d'existence en vue de l'analyse de la résilience, menée par le PAM en 2021 et 2022, sept zones de subsistance sur les 19 que compte la Libye ne sont pas résilientes face aux changements climatiques et auraient besoin d'un soutien en matière d'adaptation. Compte tenu de la menace que les changements climatiques feront peser sur l'agriculture et de la vulnérabilité du système alimentaire, il faut s'employer à améliorer la production et les revenus agricoles et à aider les petits exploitants à s'adapter aux changements climatiques.
19. Depuis 2011, la crise qui sévit en Libye a entraîné le déplacement de populations à l'intérieur du pays; toutefois, le nombre de personnes déplacées a diminué de 57 pour cent depuis le cessez-le-feu d'octobre 2020. Leur nombre s'élevait alors à 316 000, contre 120 000 dans le plan d'aide humanitaire révisé en juin 2022, puis 134 000 en août 2022³⁰. Ces dernières années, des personnes déplacées sont retournées dans leur lieu d'origine, mais nombre d'entre elles rencontrent des difficultés pour réintégrer leur communauté et accéder aux services essentiels, et d'autres n'ont pas pu rentrer en raison de divers problèmes comme le manque de logements, d'infrastructures de base et de services adéquats, la forte présence de munitions non explosées, et d'autres problèmes liés à la sécurité et à la sûreté. Il faut trouver des solutions durables pour aider les personnes déplacées et celles retournant chez elles à vivre en sécurité et dans la dignité.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

20. Au cours des dix dernières années, le PAM a renforcé son intervention humanitaire et ses activités autour du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, afin de favoriser le relèvement et la paix à long terme en Libye. Il a utilisé les transferts de type monétaire à plus grande échelle et intensifié ses activités intégrées en matière de moyens d'existence, de résilience et d'éducation, en partenariat avec d'autres entités des Nations Unies. L'état de préparation et la souplesse dont le PAM a fait preuve lui ont permis d'apporter une assistance vitale dans un contexte complexe et imprévisible.

²⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2022. *Libya – 2021 Multi-Sector Needs Assessment: Libyan Population*.

³⁰ Organisation internationale pour les migrations. 2022. *IOM Libya IDP and Returnee Report Round 43 – July - August*.

21. Le présent plan stratégique de pays (PSP) s'appuie sur des consultations et des observations communiquées par le Gouvernement, par d'autres entités des Nations Unies et par des donateurs et sur des recommandations issues d'évaluations, parmi lesquelles: l'évaluation décentralisée de l'assistance alimentaire générale et de l'alimentation scolaire (réalisée en 2017–2019)³¹, une analyse de la problématique femmes-hommes (juin 2021)³², une enquête de l'initiative "Migration pulse" (2021)³³, une étude sur la protection sociale menée par le PAM et la Banque mondiale (2021)³⁴, des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2021)³⁵ et une évaluation de la prise en compte des risques de conflit en Libye (2021). En 2022, le PAM a travaillé en collaboration avec le Gouvernement et avec d'autres entités des Nations Unies à la réalisation d'une enquête nutritionnelle SMART, dont les résultats seront utilisés pour élaborer les programmes du PAM au titre du PSP.
22. Les principales constatations issues de l'évaluation décentralisée ont mis en évidence l'importance et la pertinence de l'intervention lancée par le PAM face aux besoins humanitaires considérables de diverses communautés vulnérables en Libye. Il ressort de l'évaluation que l'assistance alimentaire générale a joué un rôle fondamental en répondant aux besoins immédiats des personnes déplacées, en particulier pendant la pandémie de COVID-19, et que des mécanismes de suivi solides sont en place en ce qui concerne le ciblage des bénéficiaires, les distributions et la remontée de l'information. Les recommandations issues de l'évaluation visaient essentiellement à améliorer la coordination entre les parties prenantes de l'assistance alimentaire générale, à étudier la possibilité de recourir à d'autres modalités d'assistance alimentaire, à diversifier les outils de communication utilisés et à redoubler d'efforts dans les domaines de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes.
23. Il ressort de l'analyse de la problématique femmes-hommes menée par le PAM en 2021 que la répartition des rôles entre les femmes et les hommes a progressivement évolué depuis le conflit, les femmes participant de plus en plus à des activités rémunératrices tout en continuant à assumer la charge de la gestion du ménage. En particulier, il a été noté que des femmes déplacées ou d'autres personnes dans une situation difficile analogue exerçaient un emploi indépendant. Les femmes ont eu également davantage tendance à travailler dans des secteurs publics spécifiques comme l'éducation et la santé³⁶.
24. Compte tenu de ces constatations, des enseignements tirés de l'expérience et du fruit des évaluations et des consultations, le PAM maintiendra ses investissements en faveur de l'amélioration de la mise en œuvre de ses activités axées sur l'assistance alimentaire générale, les moyens d'existence et l'alimentation scolaire, en renforçant le ciblage et les estimations des besoins et en consolidant les dispositifs d'exécution, afin que ces activités contribuent à la pérennisation et à l'équité des systèmes nationaux. Il renforcera encore ses contributions en matière d'égalité femmes-hommes et de responsabilité à l'égard des populations touchées, en se servant des mécanismes communautaires de remontée de l'information.

³¹ PAM. 2021. *Decentralized Evaluation – General Food Assistance and School Feeding Programmes, Libya (2017–2019)*.

³² WFP Gender Analysis Brief. Juin 2021 (document interne).

³³ PAM. 2021. *Migration Pulse IV: Assessing and monitoring the impact of COVID-19 on food security and livelihoods of migrant groups and Libyans*.

³⁴ PAM et Banque mondiale. Social Protection Report. (À paraître en 2022.)

³⁵ PAM. 2021. *Food Security and Nutrition Assessment (Round 5) – WFP Libya*.

³⁶ WFP Gender Analysis Brief. Juin 2021 (document interne).

25. Le PAM s'est associé à des institutions et à des initiatives œuvrant pour la consolidation de la paix, comme l'Institut des États-Unis d'Amérique pour la paix et la Peaceful Change initiative (initiative pour un changement pacifique)³⁷, afin d'élaborer conjointement des programmes en tirant parti des avantages comparatifs de chaque organisation aux fins de la promotion de la paix. Au titre du présent PSP, le PAM continuera d'intégrer des approches qui favorisent la cohésion sociale dans les activités axées sur les moyens d'existence, y compris grâce à la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et au suivi des contextes de conflit, afin que les activités tiennent compte des risques de conflit. Dans le cadre du PSP provisoire pour 2019–2022, le PAM a expérimenté des activités liées à l'initiative "Made in Libya" – un programme intégré qui établit un lien entre les programmes d'alimentation scolaire et des produits agricoles libyens ainsi que des produits obtenus dans le cadre des activités menées par le PAM en soutien aux moyens d'existence, ce qui a renforcé la stabilité des communautés et offert des débouchés économiques à des personnes touchées par le conflit. Cette initiative a permis de créer des emplois pour 2 000 personnes et d'adopter des technologies adaptées pour soutenir les producteurs vivriers locaux, ce qui a entraîné une augmentation de la productivité de plus de 600 petits exploitants agricoles. Le PAM améliorera ces initiatives et adaptera les activités menées au titre du PSP³⁸, en élargissant cette expérience à d'autres régions, notamment le sud et l'est du pays.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

26. En 2023, il est prévu que la Libye organise une évaluation du relèvement et de la consolidation de la paix qui permettra, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, de définir la trajectoire du pays vers le relèvement après le conflit³⁹. Cette évaluation a pour objet de mettre en évidence les conditions requises pour renforcer les principaux systèmes et institutions de gouvernance nécessaires pour permettre un relèvement social et économique vigoureux, promouvoir la réconciliation nationale, établir un plan national de développement et coordonner l'assistance internationale pour la Libye.

27. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2023-2025 (ci-après "le Plan-cadre de coopération") a été élaboré pour guider les entités des Nations Unies qui collaborent et aident la Libye à atteindre les objectifs du Programme 2030⁴⁰. Il permet de nouer des partenariats étroits avec le Gouvernement et les autres parties prenantes et joue le rôle de cadre stratégique intégré axé sur le relèvement, le développement, les efforts de consolidation de la paix, et l'harmonisation et l'engagement s'agissant du secteur de la protection. Le PSP est pleinement harmonisé avec le Plan-cadre de coopération et avec le plan d'aide humanitaire 2022, ce qui témoigne d'une approche axée sur l'articulation entre l'action humanitaire, le développement et la paix, qui s'attaquera aux causes profondes de la précarité des groupes de population les plus vulnérables.

³⁷ Conflict Sensitivity Assessment of Humanitarian Portfolio (octobre 2021).

³⁸ PAM. 2022. *Made in Libya Factsheet 2021*.

³⁹ Organisation des Nations Unies en Libye. 2022. *United Nations Sustainable Development Cooperation Framework – Libya 2023-2025*.

⁴⁰ Ibid.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

28. Le PSP a été élaboré compte tenu de consultations approfondies menées en interne et à l'extérieur avec le Gouvernement, les autres entités des Nations Unies, les bénéficiaires, les donateurs et les partenaires coopérants. Le PAM a participé activement à la planification et à la coordination sectorielle conjointes interorganisations, s'agissant notamment de l'élaboration de l'analyse commune de pays, de la formulation du Plan-cadre de coopération, de l'action du secteur de la sécurité alimentaire et de la direction des groupes de travail relatifs au plan d'aide humanitaire pour la Libye. Pour ce qui est des quatre priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération, le PAM préside le groupe de travail relevant du pilier 2 et copréside les groupes de travail relevant des piliers 3 et 4, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

29. Poursuivant le passage progressif d'une intervention humanitaire d'urgence à la promotion de la paix et du relèvement à long terme ainsi qu'au renforcement des programmes et systèmes nationaux, tout en maintenant une capacité d'intervention humanitaire en cas de besoin, le présent PSP sera le premier de deux plans stratégiques successifs visant à éliminer la faim et, plus généralement, à favoriser le développement et la paix en Libye d'ici à 2030. Tout en continuant d'intervenir directement dans la mise en œuvre, au titre de ce PSP, le PAM commencera à réorienter son action vers l'amélioration des systèmes alimentaires et des moyens d'existence et le renforcement des capacités, ce qui permettra à la Libye d'accroître progressivement sa résilience et son autosuffisance et de gérer les programmes et les systèmes nationaux de manière plus efficace. Le PAM prévoit que le prochain PSP pour la Libye (qui couvrira la période allant de 2026 à 2030) s'appuiera sur les capacités renforcées des pouvoirs publics et des systèmes de protection sociale solides, ce qui permettra au PAM de transférer progressivement la responsabilité de ses programmes au Gouvernement.
30. Plus concrètement, les activités menées au titre du PSP contribueront à moderniser et à améliorer les systèmes nationaux qui permettent au Gouvernement de venir en aide aux populations vulnérables en Libye de manière efficace et qui renforcent les moyens d'action des citoyens et les processus étatiques. Le PAM fera la démonstration de solutions réalisables, qui peuvent être appliquées à plus grande échelle au niveau national par le Gouvernement, et améliorera la coordination et les activités de renforcement des capacités, afin de remédier aux inégalités structurelles, en particulier dans le sud et l'est du pays. Il s'attachera à favoriser la résilience des groupes à risque, notamment les populations déplacées, les migrants et les autres personnes dans une situation difficile analogue, en accordant une grande attention à la prise en compte des risques de conflit et en s'efforçant de remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, grâce à la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui encourage des pratiques adéquates en matière d'alimentation des enfants, d'hygiène et de santé. À la faveur de la mise en œuvre du PSP, le PAM vise à améliorer la coordination entre les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et le Gouvernement, au carrefour de l'action humanitaire, du développement et de la paix.

31. Le PSP reposera sur les quatre piliers interdépendants suivants, qui correspondent aux quatre effets directs du PSP: intervention humanitaire, interventions en faveur des moyens d'existence et de la résilience, renforcement des capacités et appui technique à l'intention du Gouvernement, et services communs destinés aux partenaires de l'action humanitaire et du développement. Le PSP repose sur la théorie du changement ci-après:
- Si le PAM aide les personnes les plus vulnérables et les plus touchées par le conflit en Libye, qui ont un accès limité aux services de base, à satisfaire leurs besoins essentiels
 - et contribue au renforcement des systèmes nationaux qui permettent au Gouvernement libyen de venir en aide plus efficacement aux populations vulnérables en Libye,
 - alors personne ne sera laissé de côté sur la voie du relèvement de la Libye, les liens entre les citoyens et l'État seront rétablis et le Gouvernement sera en mesure de répondre aux besoins alimentaires et autres besoins essentiels des populations vulnérables, ce qui favorisera la stabilité et la paix en Libye.
32. Afin d'assurer une plus grande cohérence du portefeuille d'activités du PAM et de l'orienter vers une approche reposant sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, une analyse des questions de protection et une analyse de la prise en compte des risques de conflit, mettant l'accent sur les jeunes, seront effectuées pour éclairer la planification, la conception et la mise en œuvre des projets, s'agissant en particulier des activités relatives aux moyens d'existence et à la formation professionnelle. Conformément aux politiques institutionnelles, des objectifs relatifs à la problématique femmes-hommes et à la nutrition seront intégrés à toutes les activités, avec l'appui de mécanismes garantissant la responsabilité à l'égard des populations touchées et de processus permettant de faire face aux risques en matière de protection et de veiller à ce que l'assistance soit accessible en toute sécurité aux personnes les plus démunies, soit apportée de manière digne et équitable et ne nuise pas aux bénéficiaires.
33. Le PSP continuera de faciliter la prestation de services à la demande et la gestion des installations à l'intention des partenaires de l'action humanitaire et du développement en Libye.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise en Libye sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels tout au long de l'année

34. Le PAM continuera de fournir une assistance alimentaire inconditionnelle ciblée aux plus vulnérables parmi les personnes déplacées et non déplacées, les personnes retournant chez elles, les migrants et les autres personnes dans une situation difficile analogue, afin de leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents.

Effet direct stratégique du PAM

35. L'effet direct 1 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

36. L'effet direct 1 du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

37. L'effet direct 1 du PSP concorde avec les résultats collectifs 1 et 2⁴¹, ⁴² du Plan-cadre de coopération et avec l'objectif stratégique 1 du plan d'aide humanitaire 2022, s'agissant de veiller à ce que les ménages et les communautés vulnérables touchés par une crise en Libye aient accès à une alimentation saine et nutritive en quantité suffisante.

Produits escomptés

38. Le produit suivant contribuera à la réalisation de l'effet direct 1 du PSP:
- Produit 1: Les populations touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance qui leur permet de satisfaire leurs besoins essentiels.

Activités essentielles

Activité 1: Assurer des transferts de ressources non assortis de conditions au profit des populations en situation d'insécurité alimentaire en Libye

39. Le PAM continuera de fournir une assistance alimentaire directe en Libye, conformément aux principes humanitaires fondamentaux et aux priorités stratégiques mises en évidence dans le plan d'aide humanitaire 2022. Se fondant sur un ciblage géographique et un ciblage des ménages, le PAM fournira une assistance alimentaire aux personnes les plus vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire frappées directement par la crise qui sévit en Libye, notamment les personnes déplacées, les personnes retournant chez elles, les personnes non déplacées, les migrants et les autres personnes dans une situation difficile analogue. Cette assistance alimentaire couvrira les besoins non satisfaits en apportant une aide aux personnes démunies qui ne bénéficient pas des dispositifs nationaux de protection sociale. Le PAM adaptera son assistance en fonction des besoins spécifiques des ménages, modulant l'assortiment alimentaire pour tenir compte des bénéficiaires ayant des besoins alimentaires particuliers et facilitant l'accès des femmes, des personnes handicapées et des personnes âgées à cette aide.
40. Au titre de l'activité 1, un plan d'urgence est prévu pour venir en aide à des personnes vulnérables supplémentaires (personnes déplacées, Libyens non déplacés, migrants et autres personnes dans une situation difficile analogue) confrontées à des risques nouveaux ou commençant à se dessiner tels que l'instabilité politique, l'insécurité, le conflit armé ou une catastrophe naturelle, que ce soit sur le territoire libyen ou au-delà des frontières nationales.
41. Le PAM choisira les modalités de transfert en fonction des objectifs des programmes, de la situation et des résultats des évaluations multisectorielles. Il aura recours aux transferts de type monétaire lorsque cela sera approprié, tout en préservant sa capacité à passer de ces transferts à des distributions de vivres en nature, au cas où les conditions du marché et les besoins l'exigeraient. Les transferts de type monétaire seront effectués par l'intermédiaire de prestataires de services financiers et de détaillants locaux sous contrat.

⁴¹ Résultat collectif 1 du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: D'ici à 2025, une solution durable aura été trouvée pour 80 pour cent des personnes déplacées et de celles retournant chez elles, en harmonie avec les communautés qui les hébergent et les reçoivent et dans le plein respect des droits de celles-ci.

⁴² Résultat collectif 2 du Plan-cadre de coopération: D'ici à 2025, la situation de 65 pour cent des migrants et des personnes ayant besoin d'une protection internationale s'améliore pour ce qui est de la protection, de la sécurité et des conditions de vie au sein de leur communauté.

Partenariats

42. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec des institutions nationales et avec d'autres entités des Nations Unies, parmi lesquelles le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'OIM, l'UNICEF et le PNUD, ainsi qu'avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales. Il harmonisera son action avec les priorités et les plans gouvernementaux, en particulier ceux des ministères chargés des affaires étrangères, du plan, des affaires sociales, des personnes déplacées, des collectivités locales et de l'environnement, et ceux d'autres institutions nationales responsables de l'élaboration des politiques. Afin de remédier au grave manque de données, le PAM s'efforcera d'améliorer sa collaboration avec le Bureau libyen des statistiques et du recensement en vue de renforcer ses capacités en matière de collecte et d'analyse des données.

Hypothèses

43. Le PAM prend pour hypothèse que des fonds suffisants seront disponibles pour lui permettre d'apporter une assistance aux personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et que la situation sur le plan politique et en matière de sécurité en Libye ne se dégradera pas.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

44. Le PAM aidera le Ministère des affaires sociales à renforcer sa capacité à concevoir, mettre en œuvre et suivre la fourniture d'une assistance non assortie de conditions aux personnes en situation d'insécurité alimentaire en Libye, dans le but de transférer sans précipitation mais progressivement au Gouvernement la responsabilité des plateformes de transfert dont il se sert actuellement et de réduire d'ici à 2030 l'assistance alimentaire qu'il assure.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2025, la résilience et la stabilité des communautés vulnérables en Libye s'améliorent

45. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, le PAM concentrera son action sur le relèvement et le renforcement de la résilience des communautés vulnérables, de manière à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide et à améliorer la stabilité en Libye. Ses efforts porteront notamment sur la création d'emplois et l'amélioration des moyens d'existence, auxquelles s'ajoutera le renforcement de la résilience grâce à l'alimentation scolaire qui jouera le rôle de filet de sécurité dans les zones les plus vulnérables.

Effet direct stratégique du PAM

46. L'effet direct 2 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

47. L'effet direct 2 du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

48. L'effet direct 2 du PSP concorde avec les résultats 2.1, 3.1 et 4.1 du Plan-cadre de coopération.

Produits escomptés

49. Les cinq produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 2 du PSP:
- Produit 2: Les populations vulnérables se servent des transferts ou de la formation qu'elles ont reçus, ou bien des deux, pour améliorer leurs moyens d'existence et leur employabilité.

- Produit 3: Les communautés ciblées tirent profit des actifs créés et des mécanismes qui améliorent leur production agricole, leur accès aux marchés et leur adaptation aux changements climatiques.
- Produit 4: Les écolières et les écoliers en Libye recueillent les fruits de l'assistance technique qui est apportée pour renforcer le programme national de repas scolaires.
- Produit 5: Les écolières et les écoliers dans les écoles ciblées reçoivent des repas scolaires nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.
- Produit 6: Les petits exploitants agricoles et les producteurs de l'agro-industrie locaux appartenant aux filières concernées tirent profit de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.

Activités essentielles

Activité 2: Offrir des possibilités de subsistance et une formation aux populations et aux communautés vulnérables ciblées en tenant compte des risques de conflit

50. Le PAM s'emploiera à renforcer les moyens d'existence, à promouvoir l'autosuffisance, à améliorer les systèmes alimentaires et à redynamiser l'économie locale des communautés ciblées, notamment en créant et en remettant en état des actifs communautaires, de manière que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit assurée. Au titre de l'activité 2, le PAM donnera la priorité à l'élaboration des politiques au niveau national et local, en accordant une attention particulière à l'impact sur l'environnement, à la prise en compte des risques de conflit et à la contribution à la pérennisation de la paix. Il s'emploiera à transformer les systèmes alimentaires et à lutter contre les effets des changements climatiques, en donnant la priorité aux femmes, aux filles et aux personnes handicapées dans toutes les activités.
51. La priorité sera accordée aux actifs communautaires comme les marchés locaux, les silos de produits alimentaires et les conteneurs réfrigérés, les dispositifs d'irrigation et les routes d'accès, ce qui contribuera à l'amélioration des filières alimentaires, à la création d'emplois et à la cohésion sociale. L'appui apporté aux petits exploitants agricoles permettra de soutenir la production et la transformation du système alimentaire, qui se heurte à des obstacles majeurs comme la vulnérabilité des cultures face au climat et l'accès limité des agriculteurs aux marchés. Cet appui consistera notamment à transposer à plus grande échelle les projets de cultures hydroponiques et à mettre en place des plateformes numériques pour les informations agricoles et le réseautage.
52. Les programmes axés sur les moyens d'existence seront adaptés aux besoins des groupes de population spécifiques qui se heurtent à d'importants obstacles en matière d'emploi, comme les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et les personnes handicapées. Les projets seront axés sur le développement des compétences requises pour accéder au marché du travail, notamment dans l'agro-industrie et la gestion des filières, dans le but de contribuer au renforcement des systèmes alimentaires, en ayant recours à des évaluations qui serviront de base pour la planification et la définition du contenu des activités de formation. Grâce à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences générales, les participants seront familiarisés avec les services financiers et les entreprises existantes, ce qui améliorera leurs moyens d'existence, contribuera à l'économie locale et, en fin de compte, aidera les ménages vulnérables à accroître leur pouvoir d'achat et à réduire par la suite leur dépendance à l'égard de l'assistance humanitaire ou de la protection sociale. Les bénéficiaires, en particulier les jeunes et les femmes qui ont perdu leurs moyens d'existence, recevront un appui pour développer leurs compétences entrepreneuriales et créer leur propre petite entreprise.

53. Le PAM prévoira des composantes relatives à la cohésion sociale dans ses programmes axés sur les moyens d'existence, de manière à renforcer les résultats obtenus au titre du pilier relatif à la paix et à contribuer à l'amélioration de la résilience des communautés. Des évaluations de la prise en compte des risques de conflit seront réalisées pour guider la conception des programmes, et des approches fondées sur la communication visant à faire évoluer la société et les comportements seront appliquées pour promouvoir le changement de comportement, développer les connaissances et influencer sur les attitudes et les normes sociales.
54. Définie d'après les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire et de l'éducation figurant dans le plan d'aide humanitaire 2022, la couverture géographique des activités englobera des zones caractérisées par une forte densité de personnes de retour, à commencer par la municipalité de Tawergha, et sera ensuite élargie à Oubari, Al Koufrah et Benghazi.
55. Le PAM suivra une démarche participative et inclusive pour concevoir des programmes innovants visant à doter les jeunes, femmes et hommes, vulnérables face à l'insécurité alimentaire de compétences professionnelles essentielles, notamment dans les domaines du numérique et de l'informatique, afin qu'ils puissent s'assurer un revenu à distance et être compétitifs sur le marché local de l'emploi.

Partenariats

56. Le PAM continuera de travailler en étroite collaboration avec des ONG locales et avec les ministères chargés de l'agriculture, de l'environnement et du travail, en vue de coordonner la mise en œuvre de l'activité 2, et il poursuivra sa concertation avec l'Institut des États-Unis d'Amérique pour la paix et la Peaceful Change initiative au sujet de la prise en compte des risques de conflit et de la consolidation de la paix. Le PAM participera à des activités conjointes avec d'autres entités des Nations Unies, travaillant en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et avec le Fonds des Nations Unies pour la population sur les questions relatives à la formation professionnelle et à la microfinance à l'intention des femmes et des jeunes, dans le cadre de l'initiative "Made in Libya", et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le PNUD concernant le renforcement des filières alimentaires liées aux actifs communautaires.

Activité 3: Soutenir le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour améliorer le programme national de repas scolaires, grâce à l'utilisation de la production locale dans l'alimentation scolaire et à la prestation d'un ensemble intégré de services de santé et de nutrition

57. En coordination avec le ministère chargé de l'éducation, le PAM facilitera la mise en place d'un programme national d'alimentation scolaire, qui contribuera notamment à consolider les moyens d'existence locaux et à renforcer les systèmes alimentaires locaux dans les zones vulnérables. Dans le cadre de cette activité, le PAM fournira des repas scolaires aux enfants dans les zones ciblées, les jours où ils sont présents en classe. S'appuyant sur le projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale mis en œuvre au titre du PSP provisoire pour 2019–2022, le PAM élargira cette activité dans le but de développer le capital humain en favorisant la scolarisation, l'assiduité et le maintien à l'école, tout en promouvant le développement des marchés, en réduisant le gaspillage alimentaire et en luttant contre le double fardeau de la malnutrition chez les enfants. Afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition, le PAM assurera des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements adaptées aux besoins différents des diverses communautés, en concentrant son action sur les besoins des écoliers et de leur famille.

58. En concertation avec le Ministère de l'éducation et les partenaires du module de l'éducation, le PAM ciblera les écoles situées dans des districts caractérisés par d'importants flux de personnes déplacées et où la situation est mauvaise sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'alimentation scolaire utilisant la production locale sera étendue à d'autres sites, comme à Tawergha et dans les régions du sud, afin de favoriser la diversification de l'alimentation et les bonnes habitudes alimentaires parmi les populations les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire.
59. Le PAM continuera d'aider à élaborer une politique nationale d'alimentation scolaire, qui sera inscrite dans un cadre national, et de définir des principes pour la mise en place en Libye d'un programme national d'alimentation scolaire tenant compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes. Il s'emploiera à renforcer la capacité du Gouvernement à cibler et à mettre en œuvre l'alimentation scolaire ainsi qu'à en assurer le suivi et à rendre compte de l'action menée, d'une manière qui tienne compte des considérations liées au sexe et à l'âge. Ces mesures viseront à permettre au Gouvernement de gérer indépendamment un solide programme d'alimentation scolaire, dans le cadre des activités nationales de relèvement, à encourager dans la mesure du possible le recours à la production locale et à favoriser l'obtention de meilleurs résultats scolaires ainsi que l'émancipation économique des femmes.
60. Le PAM continuera de développer l'initiative "Made in Libya", qui apporte un appui à un dispositif d'alimentation scolaire pleinement opérationnel utilisant les produits agricoles libyens et d'autres produits obtenus grâce aux activités liées aux moyens d'existence menées par le PAM (au titre de l'activité 2). Ce travail renforcera la stabilité des communautés en offrant des débouchés économiques aux ménages, aux communautés et aux petits exploitants vulnérables touchés par le conflit. Plus important encore, il a pour objet d'accroître l'autosuffisance du système d'alimentation scolaire, ce qui contribuera à améliorer la nutrition et le bien-être général des écoliers vulnérables. Pour faire en sorte que des aliments nutritifs produits localement, comme les fruits et les légumes, soient fournis aux écoles locales et constituent la principale composante d'un repas scolaire sain, le PAM créera des liens commerciaux entre les écoles, les agriculteurs et d'autres producteurs alimentaires locaux.

Partenariats

61. Pour mettre en œuvre l'activité d'alimentation scolaire, le PAM continuera de collaborer avec des autorités et des institutions nationales et locales, notamment avec les ministères chargés de l'éducation, de l'agriculture, de l'environnement, des affaires sociales et du plan, le Conseil national de développement économique et social, des ONG nationales et internationales et les modules de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, et de la santé. Des efforts seront déployés pour mettre en place une politique et un programme nationaux d'alimentation scolaire pendant la période couverte par le PSP, notamment à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, afin de renforcer les capacités institutionnelles et de tirer des enseignements de l'expérience à l'échelle régionale, s'agissant en particulier de l'alimentation scolaire utilisant la production locale. Le PAM s'associera avec d'autres entités des Nations Unies, parmi lesquelles l'UNICEF, le HCR, l'OIM et le PNUD, pour mettre en œuvre l'alimentation scolaire et, lorsque cela sera pertinent et possible, pour apporter une assistance technique en vue de la mise en place d'un programme national.

Hypothèses

62. Le PAM prend pour hypothèse qu'il recevra des fonds suffisants pour lui permettre de mettre en œuvre ses activités au titre de l'effet direct 2 du PSP et que la situation en matière de sécurité et sur le plan politique dans les zones d'exécution des projets restera stable, instaurant un environnement propice à des activités axées sur le développement, comme le renforcement de la résilience et l'alimentation scolaire.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

63. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place un programme national d'alimentation scolaire pendant la période couverte par le PSP, et il prévoit de transférer aux pouvoirs publics la responsabilité de ses interventions au cours de la mise en œuvre du prochain PSP (2026-2030), pour autant que d'ici là, le programme national d'alimentation scolaire soit bien établi et que les capacités aient été renforcées.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2025, les institutions nationales en Libye disposent de capacités renforcées pour parvenir jusqu'aux populations vulnérables et leur venir en aide

64. Au titre de l'effet direct 3 du PSP, le PAM contribuera à l'action menée pour renforcer les capacités des institutions nationales en Libye, en mettant l'accent sur la protection sociale et en visant à améliorer la capacité du Gouvernement à venir en aide aux populations et aux communautés vulnérables.

Effet direct stratégique du PAM

65. L'effet direct 3 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

66. L'effet direct 3 du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

67. L'effet direct 3 du PSP concorde avec le résultat 3.1 du Plan-cadre de coopération.

Produits escomptés

68. Les deux produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 3 du PSP:
- Produit 7: Les populations vulnérables recueillent les fruits de l'amélioration des capacités et des mécanismes de coordination des interventions axées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture.
 - Produit 8: Les populations vulnérables bénéficient de systèmes nationaux de protection sociale et d'alerte rapide plus efficaces et plus efficaces.

Activités essentielles*Activité 4: Fournir au Gouvernement une assistance technique et assurer le renforcement de ses capacités*

69. Cette activité constitue la contribution à long terme du PAM au renforcement des capacités du Gouvernement et des mécanismes de planification dans plusieurs secteurs. Les résultats attendus sont notamment les suivants: l'existence de filets de protection sociale publics plus fonctionnels, plus efficaces, plus équitables et plus inclusifs; le renforcement de la capacité du Gouvernement à gérer les systèmes d'information relatifs à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'agriculture; et l'amélioration de l'aptitude des entités publiques nationales et infranationales à faire face aux crises futures. Le PAM renforcera également les capacités des pouvoirs publics en matière de logistique et de chaîne d'approvisionnement. En tant que priorité transversale, le PAM apportera une assistance technique au Gouvernement aux fins de l'intégration de considérations relatives à la nutrition et à une alimentation saine dans les politiques, les plans et les systèmes nationaux.
70. La crise alimentaire mondiale a aggravé la vulnérabilité des Libyens et entraîné une forte demande de solutions politiques axées sur la protection sociale à la hauteur des besoins, aux plus hauts échelons du Gouvernement. La situation actuelle offre donc la possibilité de renforcer et d'améliorer rapidement la protection sociale en Libye. La population libyenne est urbaine et son niveau d'inclusion financière est élevé, ce qui facilite le ciblage et le choix des mécanismes de transfert. Des ressources publiques sont disponibles, mais des compétences techniques sont indispensables pour que puissent être rapidement définies et mises en œuvre des solutions efficaces fondées sur des politiques et des programmes.
71. Afin de soutenir les efforts en matière de gouvernance, le PAM se concentrera d'abord sur la production d'éléments factuels grâce à la collecte de données et à des évaluations des systèmes de protection sociale en Libye. Un appui supplémentaire sera apporté ensuite pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, y compris de mécanismes de ciblage, de classement par ordre de priorité et d'enregistrement des personnes qui ont besoin d'une assistance alimentaire ou sont vulnérables face aux chocs.
72. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place un comité de la sécurité alimentaire au niveau national, afin d'appuyer les efforts de coordination et de créer des filets de protection sociale plus fonctionnels, plus efficaces, plus équitables et plus inclusifs, tout en reconnaissant que la sécurité alimentaire et la nutrition sont des priorités multisectorielles essentielles pour les pouvoirs publics.
73. Le PAM et l'UNICEF se sont engagés à élaborer un cadre, des objectifs et des normes nationaux pour le secteur de la protection sociale. En étroite coordination avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres partenaires de développement, le PAM apportera un appui technique et financier pour faciliter la constitution de groupes de travail, la définition d'une vision d'avenir et l'établissement de normes concernant la protection sociale à dimension nutritionnelle. L'élaboration d'une politique nationale de protection sociale sera l'occasion d'entreprendre des activités de sensibilisation ciblées avec les principales parties prenantes gouvernementales et de renforcer les capacités de celles-ci. À la demande du Gouvernement, le PAM apportera un appui technique à la conception et à la mise à l'essai d'un programme d'interventions axées sur la sécurité alimentaire, fondé sur des données factuelles et évolutif, qui sera destiné à venir en aide aux populations et aux communautés vulnérables de Libye pendant toute la durée de la crise alimentaire mondiale.

Partenariats

74. Le PAM collaborera étroitement avec les ministères chargés des affaires étrangères et du plan en vue de constituer un comité de la sécurité alimentaire. Les activités axées sur la protection sociale seront mises en œuvre conjointement avec l'UNICEF, en étroite coordination et coopération avec la Banque mondiale, l'OIM, le HCR et le PNUD. Depuis 2020, le PAM et la Banque mondiale ont dirigé les activités conjointes portant sur la protection sociale en Libye et, depuis 2022, le PAM et l'UNICEF appuient de concert la politique nationale de protection sociale.
75. Le PAM continuera d'œuvrer en étroite collaboration avec le ministère chargé des affaires sociales, le Conseil national de développement économique et social et le Bureau des statistiques et du recensement pour mener des activités de recherche, de collecte de données, de numérisation et de conception de programmes en matière de protection sociale, et pour renforcer les capacités des administrations publiques et investir en leur faveur. Le PAM collaborera également avec des entités nationales, des ministères et des organismes du secteur privé pour remettre en état le port de Benghazi et améliorer la production nationale de barres à base de dattes, ce qui soutiendra le programme d'alimentation scolaire, les agriculteurs et les autres producteurs locaux qui exercent des activités de production et de transformation des dattes.

Hypothèses

76. Le PAM part du principe que le Gouvernement est disposé et apte à participer aux activités de renforcement des capacités et que l'environnement politique reste favorable à une réforme et à une amélioration des politiques nationales.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

77. L'effet direct 3 du PSP a pour principal objectif de renforcer la capacité de la Libye à répondre aux besoins actuels et futurs de ses populations et communautés vulnérables. Grâce à la mise en œuvre d'un programme national de protection sociale efficace et au renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, le PAM transmettra aux pouvoirs publics des compétences techniques essentielles qui permettront à l'avenir de transférer comme prévu la responsabilité des programmes d'aide humanitaire et de développement au Gouvernement dans le cadre du prochain PSP (2026–2030). La transposition à plus grande échelle des dispositifs publics de protection sociale est une étape essentielle pour pouvoir réorienter progressivement l'action du PAM en Libye, qui passera d'une assistance alimentaire sous la forme de distributions générales de vivres à des initiatives davantage centrées sur le développement, notamment l'alimentation scolaire et le renforcement de la résilience, et au bout du compte au transfert des responsabilités au Gouvernement.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Les partenaires de l'action humanitaire et du développement disposent de capacités renforcées pour venir en aide aux populations vulnérables en Libye avant, pendant et après la survenue de crises

78. Le PAM maintiendra sa capacité à fournir des services à la demande à la communauté de l'action humanitaire et du développement en Libye, par l'intermédiaire de plateformes de services communs qu'il dirige.

Effet direct stratégique du PAM

79. L'effet direct 4 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 5 du PAM (Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces).

Domaine d'action privilégié

80. L'effet direct 4 du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

81. L'effet direct 4 du PSP concorde avec les effets 2.1 et 3.1 et les résultats collectifs 1 et 2 du Plan-cadre de coopération.

Produits escomptés

82. Le produit suivant contribuera à la réalisation de l'effet direct 4 du PSP:
- Produit 4.1: Les partenaires bénéficient de services à la demande (y compris pour la gestion des installations) qui facilitent les opérations d'aide humanitaire et de développement en Libye.

Activités essentielles

Activité 5: Fournir des services à la demande aux partenaires de l'action humanitaire et du développement en Libye

83. Le PAM fournira des services à la demande destinés à permettre aux entités des Nations Unies d'atteindre plus facilement les bénéficiaires vulnérables dans l'est et le sud de la Libye et de leur venir en aide. Parmi les services assurés par le PAM figurent la gestion d'une installation des Nations Unies à Benghazi et la mise en place d'une plateforme des Nations Unies supplémentaire à Sabha. Le PAM collaborera étroitement avec les organisations intéressées afin que leur engagement en faveur de ce projet d'élargissement soit confirmé et, en 2023, le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies procédera à une évaluation de la gestion des risques de sécurité et à une étude de faisabilité, qui serviront de base pour la mise en place de la nouvelle plateforme.

Partenariats

84. Le PAM collaborera étroitement avec des autorités et des institutions nationales et locales, avec d'autres entités des Nations Unies et avec des ONG en vue de mettre en place et de gérer des installations à Benghazi et à Sabha.

Hypothèses

85. Le PAM part du principe que les partenaires continueront de solliciter ses services pour gérer les installations à Benghazi et à Sabha.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

86. Le PAM continuera à fournir des services si les partenaires humanitaires en font la demande. Si la situation en Libye continue de s'améliorer et ne nécessite plus que ces services soient assurés, le PAM réduira progressivement son assistance dans la mesure du possible.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

87. Le PAM, qui donnera la priorité aux zones présentant des niveaux élevés de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire et comptant un grand nombre de personnes déplacées, de personnes retournant chez elles, de migrants et d'autres personnes dans une situation difficile analogue, ciblera plus de 300 000 bénéficiaires pendant la période couverte par le PSP.
88. Le ciblage et la sélection des bénéficiaires reposeront sur un ciblage géographique, qui s'appuiera sur l'évaluation multisectorielle des besoins et le suivi de la sécurité alimentaire et des effets directs menés en 2022. Le ciblage des ménages sera effectué en consultation avec les communautés, de manière à définir les critères de vulnérabilité et à recenser les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire qui ont besoin d'une assistance.

89. Au titre de l'activité 1, le PAM apportera une assistance au moyen de transferts de ressources non assortis de conditions en faveur de plus de 171 000 personnes déplacées, autres personnes en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité et autres personnes dans une situation difficile analogue pendant la période couverte par le PSP. Cette assistance sera progressivement réduite à mesure que le Gouvernement reprendra ses activités d'assistance en faveur des personnes déplacées. Au titre de l'activité 1, un plan de secours est prévu pour pouvoir fournir chaque année pendant la période couverte par le PSP une assistance alimentaire d'urgence à 12 000 personnes récemment déplacées supplémentaires, en cas de besoin.
90. L'activité 2 ciblera plus de 126 000 bénéficiaires, parmi lesquels environ 42 000 nouveaux bénéficiaires chaque année, comme des petits exploitants agricoles dont les moyens d'existence ont pâti du conflit et sont menacés par les changements climatiques. Le PAM viendra en aide à des jeunes, femmes et hommes, ayant un faible revenu et au chômage, en leur offrant un emploi dans le cadre du système alimentaire.
91. Au titre de l'activité 3, le PAM continuera d'apporter un appui technique au Gouvernement en vue de la mise en place d'un programme national d'alimentation scolaire et il fournira des repas scolaires à 70 400 écoliers chaque année dans les écoles ciblées.

**TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ
(TOUTES LES ANNÉES)**

Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	Total
1	1	Filles	12 293	11 369	10 512	28 703
		Garçons	13 162	12 170	11 276	30 746
		Femmes	20 726	19 168	17 721	48 392
		Hommes	27 219	25 123	23 651	63 800
		Total	73 400	67 830	63 160	171 641
2	2	Filles	7 667	7 755	7 755	23 178
		Garçons	7 993	8 085	8 085	24 162
		Femmes	12 933	13 082	13 082	39 097
		Hommes	13 167	13 318	13 318	39 803
		Total	41 760	42 240	42 240	126 240
	3	Filles	34 496	34 496	34 496	42 775
		Garçons	35 904	35 904	35 904	44 521
		Total	70 400	70 400	70 400	87 296
Total (hors chevauchement)			147 080	141 750	137 080	300 233

4.2 Transferts

92. Au titre de l'activité 1, le PAM assurera des transferts de type monétaire non assortis de conditions, suffisants pour satisfaire 75 pour cent des besoins alimentaires essentiels des ménages et échangeables contre des vivres chez les commerçants sous contrat avec le PAM dans l'est, l'ouest et le sud de la Libye⁴³. La valeur des transferts est calculée à partir de la composante alimentaire du panier de dépenses minimum, ce qui garantit qu'un assortiment alimentaire diversifié sur le plan nutritionnel sera accessible, comme l'a stipulé le groupe de travail sur l'assistance monétaire en Libye, qui veille à l'harmonisation des valeurs des transferts de type monétaire entre tous les acteurs humanitaires.
93. Le PAM continuera de venir directement en aide aux personnes les plus vulnérables parmi celles en situation difficile qui ont été enregistrées par le HCR, en leur fournissant des rations non cuisinées et des rations prêtes à consommer à des points de distribution qui sont sûrs et situés en milieu urbain. Il continuera de collaborer avec l'OIM pour fournir une assistance alimentaire prête à consommer, non assortie de conditions, à des migrants vulnérables qui ne résident pas dans des centres de détention.
94. Au titre de l'activité 2, au moyen de transferts de type monétaire assortis de conditions, le PAM apportera une assistance en espèces à usages multiples aux participants à des projets relatifs aux moyens d'existence, une fois le programme de travail achevé pour chaque mois de mise en œuvre du projet concerné. Ces transferts de type monétaire ne sont assortis d'aucune restriction: les bénéficiaires peuvent choisir de recevoir des vivres ou des transferts de type monétaire. La valeur du transfert est équivalente, dans la mesure du possible, à l'intégralité du panier de dépenses minimum et est censée couvrir les besoins en matière d'alimentation et de logement ainsi que les autres besoins essentiels.
95. Au titre de l'activité 3, le PAM fournira des collations enrichies en micronutriments et des repas sains à base de produits frais (dans les écoles ciblées au titre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale) provenant des cuisines centrales. Dans la mesure du possible, les produits seront obtenus au niveau local ou régional et seront choisis en tenant compte des conditions climatiques et de leur durée de conservation dans les entrepôts. En outre, les jeunes, femmes et hommes, y compris les personnes handicapées, se verront offrir des possibilités de subsistance grâce à la mise en place des cuisines centrales.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

96. La réussite de la mise en œuvre du PSP dépend du renforcement de la présence opérationnelle du PAM en Libye. Le PAM étendra sa présence à Tripoli ainsi que sur le terrain, à Benghazi et à Sabha, et augmentera ses capacités de programmation dans les domaines suivants: protection sociale, analyse et cartographie de la vulnérabilité, alimentation scolaire, suivi et évaluation et activités liées aux transferts de type monétaire.
97. S'agissant de la parité, le personnel du PAM en Libye compte 24 pour cent de femmes et 76 pour cent d'hommes. La parité totale et l'intégration de compétences en matière de problématique femmes-hommes parmi le personnel resteront hautement prioritaires, de même que la sécurité et le bien-être du personnel dans un contexte opérationnel extrêmement difficile et un environnement politique incertain.

⁴³ On suppose que les bénéficiaires ont un accès suffisant à d'autres sources de nourriture ou de revenu pour satisfaire au moins 25 pour cent de leurs besoins alimentaires quotidiens.

4.4 Partenariats

98. Le PAM jouera à la fois le rôle d'exécutant direct et de catalyseur auprès du Gouvernement, y compris auprès d'autorités nationales et locales et de ministères, tout en collaborant avec d'autres entités des Nations Unies, des parties prenantes nationales et d'autres partenaires, pour compléter ses propres activités. Il continuera de collaborer avec ses partenaires actuels tout en cherchant à établir de nouveaux partenariats en Libye, qui lui permettront de contribuer à la consolidation de la paix en promouvant la cohésion sociale et l'atténuation des conflits, à la faveur d'activités de renforcement de la résilience et d'initiatives autour du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix.
99. Outre ses partenariats avec des organisations internationales et sa collaboration avec le Gouvernement, le PAM s'associe à neuf organisations locales pour fournir une assistance directe. Il travaille en étroite collaboration avec des comités de crise locaux, qui représentent les communautés et transmettent les informations nécessaires pour déterminer où il faut apporter une assistance au plus vite.
100. Le PAM collaborera étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies et des ONG, notamment des organisations qui axent leur action sur l'avancement des femmes et l'égalité femmes-hommes, afin d'assurer la programmation d'interventions complémentaires couvrant tous les domaines et d'apporter un appui associant aide humanitaire et renforcement de la résilience. Parmi les principaux partenaires des Nations Unies figurent le HCR pour la fourniture d'une assistance alimentaire aux demandeurs d'asile et aux autres personnes dans une situation difficile analogue qui sont vulnérables, l'OIM pour la distribution d'une assistance alimentaire aux migrants vulnérables, et l'UNICEF pour les activités portant sur la protection sociale, la nutrition, la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et l'alimentation scolaire. Dans la mesure du possible, le PAM étudiera la possibilité de nouer des partenariats stratégiques avec des établissements universitaires et des groupes de réflexion, qui pourraient soutenir les initiatives de renforcement des capacités conjointement avec le Gouvernement, s'agissant en particulier de mettre en place le programme national d'alimentation scolaire.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

101. Le PAM est déterminé à améliorer sans relâche le respect des échéances, la qualité et la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans le contexte du suivi, de l'évaluation et de l'établissement des rapports. Les effets directs du PSP, les produits et les indicateurs transversaux sont conformes au Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2022–2025. Le suivi effectué par des tiers sera utilisé pour recueillir des indicateurs permettant d'évaluer la sécurité alimentaire, l'intégration de la nutrition, la cohésion sociale, la durabilité environnementale, les programmes destinés aux personnes nécessitant une protection internationale, aux personnes déplacées, aux jeunes et aux personnes handicapées, ainsi que les progrès accomplis dans les domaines de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes, de la protection et de la responsabilité à l'égard des bénéficiaires. Le PAM continuera de renforcer les méthodes appliquées régulièrement et systématiquement pour recueillir des données ventilées selon l'âge et le sexe. Le suivi périodique des effets directs relatifs à la sécurité alimentaire permettra au PAM de mieux comprendre les rôles et les responsabilités des femmes, des hommes, des filles et des garçons en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'évaluer dans le même temps l'impact de ses interventions sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des femmes, des hommes, des filles et des garçons et de leur communauté, et dans le contexte de facteurs externes tels que les changements climatiques, les pandémies et les prix sur les marchés locaux.

102. Le PAM prévoit de procéder à plusieurs évaluations, notamment: une évaluation décentralisée des activités relatives aux moyens d'existence et de l'alimentation scolaire, une enquête nationale sur l'alimentation et la nutrition, une enquête nutritionnelle SMART, une étude socioéconomique sur la protection sociale menée auprès des ménages, parmi des migrants et d'autres personnes dans une situation difficile analogue, une enquête de l'initiative "Migration pulse" et un suivi régulier des effets directs ayant trait à la sécurité alimentaire. Le PAM intégrera des considérations relatives à l'égalité femmes-hommes et à l'avancement des femmes dans le processus d'examen à mi-parcours et, en 2024, il procédera à une évaluation du PSP qui servira de base à la programmation future et à la transition prévue de l'assistance humanitaire à des programmes davantage axés sur le développement au cours du PSP suivant.
103. Le suivi des mouvements des populations de Libyens, de migrants et d'autres personnes dans une situation difficile analogue se poursuivra, à l'aide de la matrice de suivi des déplacements qui permet de produire des rapports et des analyses, concernant notamment les tendances hétérogènes des migrations en Libye.
104. Le mécanisme communautaire de remontée de l'information est un dispositif de retour d'information de la part des bénéficiaires tenant compte du sexe et de l'âge, qui permet d'éclairer la conception, l'adaptation et l'orientation stratégique des programmes. Il garantit que les femmes, les hommes, les filles et les garçons, leurs organisations et leurs représentants ont les mêmes chances de donner leur avis sur le PAM et les autres parties prenantes, leurs programmes et leurs opérations. Tous les problèmes ou plaintes communiqués par l'intermédiaire de ce mécanisme sont traités, consignés et analysés, et les solutions proposées sont intégrées aux améliorations apportées aux programmes. Le PAM sensibilisera les bénéficiaires et les non bénéficiaires au mécanisme communautaire interorganisations de remontée de l'information qu'il dirige, et améliorera ce dispositif afin qu'il classe par ordre de priorité et traite les problèmes soulevés, tout en évaluant les besoins potentiellement différents des bénéficiaires au sein des ménages et en y répondant, dans la mesure du possible. Le mécanisme communautaire de remontée de l'information comprend un dispositif d'orientation visant à garantir une assistance aux ménages qui en auraient été exclus précédemment par erreur. Pour que ce mécanisme soit sûr, accessible et adapté aux différents besoins et risques mis en évidence et rencontrés par les femmes, les hommes, les filles et les garçons, il sera proposé aux bénéficiaires en plusieurs langues et par des femmes et des hommes, membres du personnel du PAM.
105. Le PAM prévoit de réorienter progressivement son action pour passer de l'amélioration des processus et des procédures, comme le ciblage, la gestion des bénéficiaires et la collecte et l'analyse des données, au renforcement des systèmes de programmation et de gestion des connaissances fondés sur des données probantes.

5.2 Gestion des risques

106. Le PAM tient un registre des risques et a un comité de gestion des risques et de mise en conformité, qui se réunit deux fois par an pour examiner les mesures d'atténuation, compte tenu de l'évolution ou de la modification des risques liés aux conditions de sécurité, à l'environnement politique ou aux éléments nouveaux sur le plan économique.

Risques stratégiques

107. L'impossibilité de fournir une assistance en temps voulu aux bénéficiaires, en raison de difficultés de financement, pourrait aggraver le recours des ménages et des communautés vulnérables à des stratégies de survie préjudiciables en Libye. Pour atténuer ce risque, le PAM renforcera la communication d'informations et de rapports aux donateurs, en fournissant des éléments attestant de la réussite des interventions et en élaborant un plan d'établissement des priorités susceptible d'être adapté en fonction des ressources disponibles.

Risques opérationnels

108. Le conflit en Ukraine a perturbé la chaîne d'approvisionnement mondiale, ce qui a entraîné des retards, des pénuries alimentaires et une hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, qui pourraient provoquer des ruptures d'approvisionnement et des retards supplémentaires. Le PAM continuera de suivre les prix et la disponibilité des produits sur les marchés rétrécis et, en consultation avec le groupe de travail sur l'assistance monétaire, il ajustera la valeur des transferts pour les bénéficiaires en fonction du coût du panier de dépenses minimum et des ressources disponibles.
109. Les restrictions imposées aux déplacements et les difficultés d'accès, en particulier dans le sud du pays, auxquels s'ajoute un niveau accru d'activité criminelle, pourraient avoir une incidence sur les livraisons d'aide humanitaire sur le terrain. Pour atténuer ce risque, l'unité du PAM chargée de la sécurité continuera de se concerter avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au sujet des plans des déplacements, et se tiendra informé de l'évolution de la situation sur le plan de la sécurité concernant les activités menées dans le cadre des programmes et les zones de distribution.

Risques fiduciaires

110. Le PAM, qui applique une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, atténuera les risques connexes en contribuant aux initiatives interinstitutions visant à renforcer les mécanismes et les systèmes de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, en assurant une formation au personnel et aux partenaires coopérants et en veillant à ce que le mécanisme communautaire de remontée de l'information permette de faire face efficacement à tous les problèmes rencontrés.

5.3 Garanties sociales et environnementales

111. Le mécanisme communautaire de remontée de l'information est à même de traiter les informations communiquées et les plaintes, y compris celles relatives à la violence sexiste et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles que pourraient infliger le personnel du PAM, ses partenaires ou ses sous-traitants. Des renseignements sur les systèmes d'orientation et les services destinés aux victimes de violences sexistes seront diffusés par l'intermédiaire des canaux de communication du PAM, notamment le mécanisme communautaire de remontée de l'information.
112. Le PAM examinera toutes les activités à l'aide de son outil interne d'analyse des risques environnementaux et sociaux et conformément à la politique en matière de stabilité environnementale et sociale, et limitera tout effet préjudiciable que pourraient avoir ses activités.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

113. La majeure partie du budget du portefeuille de pays est consacrée à l'effet direct 2 du PSP, au titre duquel le PAM non seulement met en place et maintient des programmes en milieu scolaire, mais appuie également la création d'actifs communautaires et les moyens d'existence. À mesure que le PAM réorientera son action vers des activités axées sur la résilience et le développement, le budget alloué à l'effet direct 1 du PSP (assistance alimentaire générale) diminuera progressivement pendant la période couverte par le PSP; il a déjà été nettement réduit par rapport au budget du PSP provisoire (2019-2022).

114. L'effet direct 3 du PSP (protection sociale) est un nouveau domaine stratégique pour le Bureau du PAM en Libye et le budget qui lui est consacré augmentera pendant la période couverte par le PSP, à mesure que les efforts relatifs au renforcement des capacités des pouvoirs publics et à l'appui technique seront intensifiés. Le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies n'ayant plus été sollicité en 2022 en raison de la reprise des vols commerciaux dans la plupart des régions de Libye, les besoins au titre de l'effet direct 4 du PSP devraient être inférieurs à ceux prévus dans le PSP provisoire (2019-2022).
115. Des ressources seront allouées aux interventions qui contribuent aux progrès accomplis vers l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, 4,4 pour cent du budget total étant consacré à l'égalité des sexes.

TABLEAU 2: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)					
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2023	2024	2025	Total
1	1	16 512 888	20 248 947	19 797 237	56 559 072
2	2	12 376 502	17 379 517	19 245 776	49 001 796
2	3	4 196 174	6 016 514	6 539 566	16 752 255
3	4	628 316	1 115 293	1 549 187	3 292 796
4	5	1 268 342	1 535 789	1 528 403	4 332 534
Total		34 982 222	46 296 060	48 660 170	129 938 452

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

116. Le PAM a élaboré un plan d'action en matière de partenariat pour le présent PSP. Ce plan contribuera à faciliter les partenariats et à renforcer les efforts de mobilisation des ressources, y compris en améliorant la communication des informations et des rapports aux donateurs actuels et en diversifiant la base de bailleurs de fonds à des fins non humanitaires. Au cours des consultations, les donateurs ont confirmé que les effets directs du PSP étaient conformes à leurs intérêts. Le PAM est déterminé à renforcer sa position et à élargir sa collaboration avec ses partenaires de longue date, parmi lesquels le Gouvernement hôte, d'autres entités des Nations Unies, des ONG et des donateurs gouvernementaux, et il étudiera les possibilités de collaborer davantage avec des partenaires tels que les institutions financières internationales et le secteur privé.
117. En 2021, le PAM a procédé à une cartographie des acteurs du secteur privé qui ont des intérêts communs et une propension à faire des dons en faveur de causes humanitaires. Cette étude a permis au PAM de mettre en évidence quatre secteurs offrant des perspectives intéressantes en matière de partenariats: l'énergie et les industries extractives; le commerce de détail; le transport et la logistique; et la technologie et les télécommunications. Cette cartographie pose les fondements des futures stratégies de mobilisation des ressources axées sur le secteur privé.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA LIBYE (2023–2025)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise en Libye sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels toute au long de l'année

Effet direct stratégique 1 du PAM: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Les conditions de sécurité sont adaptées et le financement est suffisant.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Activités et produits

1. Assurer des transferts de ressources non assortis de conditions au profit des populations en situation d'insécurité alimentaire en Libye (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

1. Les populations touchées par une crise reçoivent en temps voulu une assistance qui leur permet de satisfaire leurs besoins essentiels (Catégorie de produit: A: Ressources transférées. Produit standard: 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

Cible 4 de l'ODD: Système alimentaire durable**Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2025, la résilience et la stabilité des communautés vulnérables en Libye s'améliorent**

Effet direct stratégique 3 du PAM: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les conditions de sécurité sont adaptées et le financement est suffisant.

Indicateurs d'effet direct

Évolution annuelle du taux de scolarisation

Taux de fréquentation scolaire

Score évaluant l'avantage de l'adaptation aux changements climatiques

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire

Taux d'obtention de diplôme

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Nombre d'interventions complémentaires en faveur de la santé et de la nutrition à l'école que le PAM mène parallèlement à ses activités d'alimentation scolaire

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de regroupements de producteurs appuyés par le PAM

Pourcentage de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration des moyens d'existence

Taux de poursuite des études (par niveau)

Indice d'alimentation scolaire de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

2. Offrir des possibilités de subsistance et une formation aux populations et aux communautés vulnérables ciblées en tenant compte des risques de conflit (1.6: Création d'actifs communautaires et familiaux)

3. Les communautés ciblées tirent profit des actifs créés et des mécanismes qui améliorent leur production agricole, leur accès aux marchés et leur adaptation aux changements climatiques (Catégorie de produit: D: Actifs créés. Produit standard: 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

2. Les populations vulnérables se servent des transferts ou de la formation qu'elles ont reçus, ou bien des deux, pour améliorer leurs moyens d'existence et leur employabilité (Catégorie de produit: A: Ressources transférées. Produit standard: 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3. Soutenir le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour améliorer le programme national de repas scolaires, grâce à l'utilisation de la production locale dans l'alimentation scolaire et à la prestation d'un ensemble intégré de services de santé et de nutrition (1.5: Programmes en milieu scolaire)

6. Les petits exploitants et les producteurs de l'agro-industrie locaux appartenant aux filières concernées tirent profit de l'alimentation scolaire utilisant la production locale (Catégorie de produit: F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

4. Les écolières et les écoliers en Libye recueillent les fruits de l'assistance technique qui est apportée pour renforcer le programme national de repas scolaires (Catégorie de produit: C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

5. Les écolières et les écoliers dans les écoles ciblées reçoivent des repas scolaires nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (Catégorie de produit: A: Ressources transférées. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

5. Les écolières et les écoliers dans les écoles ciblées reçoivent des repas scolaires nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (Catégorie de produit: B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

5. Les écolières et les écoliers dans les écoles ciblées reçoivent des repas scolaires nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (Catégorie de produit: N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard: 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 9 de l'ODD: Renforcement des capacités

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2025, les institutions nationales en Libye disposent de capacités renforcées pour parvenir jusqu'aux populations vulnérables et leur venir en aide

Effet direct stratégique 4 du PAM: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les conditions de sécurité sont adaptées et le financement est suffisant. Le Gouvernement est désireux de travailler en partenariat avec les organismes des Nations Unies.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques et d'instruments législatifs nouveaux ou adaptés contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été approuvés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

4. Fournir au Gouvernement une assistance technique et assurer le renforcement de ses capacités (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

7. Les populations vulnérables recueillent les fruits de l'amélioration des capacités et des mécanismes de coordination des interventions axées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture (Catégorie de produit: C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

8. Les populations vulnérables bénéficient de systèmes nationaux de protection sociale et d'alerte rapide plus efficaces et plus efficaces (Catégorie de produit: C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard: 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

Cible 16 de l'ODD: Partenariats mondiaux

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Les partenaires de l'action humanitaire et du développement disposent de capacités renforcées pour venir en aide aux populations vulnérables en Libye avant, pendant et après la survenue de crises

Effet direct stratégique 5 du PAM: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les conditions de sécurité sont adaptées et le financement est suffisant.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

Activités et produits

5. Fournir des services à la demande aux partenaires de l'action humanitaire et du développement en Libye (2.4: Services à la demande)

4.1 Les partenaires bénéficient de services à la demande (y compris pour la gestion des installations) qui facilitent les opérations d'aide humanitaire et de développement en Libye (Catégorie de produit: H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard: 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

ODD 2: Faim zéro**CC.1. Protection****Indicateurs transversaux**

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.2. Obligation redditionnelle**Indicateurs transversaux**

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes**Indicateurs transversaux**

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale**Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

ANNEXE II

RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ									
	Effet direct 1 du PSP					Effet direct 2 du PSP			
	Activité 1					Activité 2		Activité 3	
Type de bénéficiaires	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables	Migrants/ autres personnes dans une situation difficile analogue	Migrants/ autres personnes dans une situation difficile analogue	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables	Écoliers	Écoliers
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires/ Transferts de type monétaire	Produits alimentaires
Farine de blé	80,00		66,67		80,00	80,00			
Riz	100,00		33,33		100,00	100,00			
Haricots	33,33		66,67		33,33	33,33			
Concentré de tomates	10,67				10,67	10,67			
Sucre	13,33				13,33	13,33			
Pâtes	100,00		33,33		100,00	100,00			
Huile	30,33		30,00			30,33			
Houmous			66,67						
Barre à base de dattes			66,67					40,00	80,00
Thon en conserve			26,67						
Total kcal/jour	1 459		1 431		1 194	1 459		172	344

RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ									
	Effet direct 1 du PSP					Effet direct 2 du PSP			
	Activité 1					Activité 2		Activité 3	
Type de bénéficiaires	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables	Migrants/ autres personnes dans une situation difficile analogue	Migrants/ autres personnes dans une situation difficile analogue	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables	Écoliers	Écoliers
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires/ Transferts de type monétaire	Produits alimentaires
% de kcal d'origine protéique	9,8		13,1		11,9	9,8		7,4	7,4
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,65		0,65			0,65	0,22	
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	180	180	15	60	60	160	160

ANNEXE III

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Huile et matières grasses	749	1 760 904
Aliments composés et mélanges	2 720	8 559 804
Autres	10 797	14 112 078
Total (<i>produits alimentaires</i>)	14 266	24 432 786
Transferts de type monétaire		24 937 118
Total (<i>valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire</i>)	14 266	49 369 904

ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>)					
	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 4 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Cible 16 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 5 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	44 620 625	51 819 100	2 250 000	3 964 727	102 654 452
Mise en œuvre	4 210 563	4 977 957	596 866	19 125	9 804 511
Coûts d'appui directs ajustés	4 275 921	4 943 836	244 961	348 681	9 813 400
Total partiel	53 107 110	61 740 892	3 091 827	4 332 534	122 272 363
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	3 451 962	4 013 158	200 969	0	7 666 089
Total	56 559 072	65 754 050	3 292 796	4 332 534	129 938 452

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SMART	Suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance